



AVIS - BERICHT

La Bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean a pris, en date du 1 avril 2021, une ordonnance de police concernant :

La tenue virtuelle jusqu'au 16 mai 2021 inclus des séances du :

- **Conseil Communal**
- **Des commissions et des conseils consultatifs communaux**
- **Conseil de police**
- **Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean**

La rédaction d'un procès-verbal complet des séances virtuelles.

Le public peut consulter cette ordonnance par l'envoi d'un e-mail au Service du Secrétariat de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à : secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be

De Burgemeester van Sint-Jans-Molenbeek heeft, op datum van 1 april 2021, een politieverordening genomen betreffende :

Het houden van virtuele zittingen tot en met 16 mei 2021 van:

- **De gemeenteraad**
- **De commissies en de adviesraden**
- **De politieraad**
- **De raad voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek**

Het opstellen van een volledig proces-verbaal van de virtuele vergaderingen.

Het publiek mag deze akte consulteren door een mail te versturen naar de dienst Secretariaat van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek via secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be

Molenbeek-Saint-Jean, le 1 avril 2021.
Sint-Jans-Molenbeek, op 1 april 2021.

Par ordonnance
In opdracht
Le Secrétaire-Adjoint,
De Adjunct-Secretaris,

Gilbert HILDGEN

La Bourgmestre,
De Burgemeester,

Catherine MOUREAUX



ORDONNANCE DE POLICE

LA BOURGMESTRE,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 134, § 1^{er} et 135, § 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19;

Vu la circulaire ministérielle du 16 octobre 2020 (CIRC. 2020/13) – mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire – Adaptation des règles de fonctionnement des instances de décision en l'absence d'arrêté de pouvoirs spéciaux organisant ces aménagements ;

Vu l'Ordonnance du 29 octobre 2020 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue d'assurer en cas de force majeure la tenue de réunions à distance du conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs ;

Vu la nécessité d'assurer la continuité du service public ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées ;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS Europe du 15 octobre 2020, indiquant que la situation en Europe est très préoccupante et que la transmission et les sources de contamination ont lieu dans les maisons, les lieux publics intérieurs et chez les personnes qui ne respectent pas correctement les mesures d'autoprotection ;

Considérant qu'il a été constaté par l'OMS que de nombreux pays sont parvenus à empêcher une transmission à grande échelle en appliquant des mesures éprouvées de prévention et de lutte et que ces mesures demeurent le meilleur moyen de défense contre la COVID-19 ;

Que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020 ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant qu'il est nécessaire de porter une attention particulière aux activités qui comportent un risque important de propagation du virus, et notamment celles qui impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus et/ou le rassemblement d'un grand nombre de personnes ;

Considérant qu'il y a également lieu de prendre des précautions supplémentaires en ce qui concerne les personnes appartenant à un groupe potentiellement à risque ;

Considérant que dans ce contexte de crise sanitaire grave et tout à fait exceptionnel, le Bourgmestre a l'obligation d'agir afin d'empêcher des troubles graves à l'ordre public et de prendre des mesures pour la tenue du Conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS ;

Considérant qu'il est constant que l'autorité peut limiter l'exercice d'une liberté publique lorsque la mesure prise est nécessaire pour préserver l'ordre public, en l'occurrence la santé publique ;

Considérant que les mesures prévues sont de nature, d'une part, à diminuer le nombre de contaminations aigües et partant de permettre aux services de soins intensifs d'accueillir les patients gravement atteints dans les meilleures conditions possibles et, d'autre part, de donner aux chercheurs plus de temps pour trouver des traitements efficaces et mettre au point des vaccins ;

Considérant que dans le strict respect du principe de proportionnalité, il s'indique de limiter l'atteinte à la liberté publique dans l'exacte mesure où l'exercice de celle-ci porte atteinte à l'ordre public, en l'occurrence la santé publique ;

Considérant que la continuité du service public requiert que les dossiers urgents ne tolèrent aucun report;

Considérant cependant que vu le contexte de crise sanitaire précité, il convient de continuer de tenir les séances du Conseil communal, des commissions et des conseil consultatifs communaux, du Conseil de police, du Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de manière virtuelle jusqu'au 16 mai 2021 inclus, ;

Considérant que ces mesures particulières sont nécessaires afin de préserver la santé publique et d'éviter une propagation encore plus importante du virus ; qu'elles s'inscrivent par ailleurs pleinement dans les mesures édictées par l'Arrêté ministériel précité ;

Considérant que ces mesures doivent être prises de manière urgente avant la tenue des séances afin de pouvoir être appliquées à temps et de préserver la santé publique ;

Considérant, que les forces de police sont chargées de veiller au respect de la présente ordonnance, au besoin par la contrainte et/ou la force ;

ORDONNE

Article 1 :

§1. La tenue virtuelle jusqu'au 16 mai 2021 inclus des séances du :

- Conseil Communal
- Des commissions et des conseils consultatifs communaux
- Conseil de police
- Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean

§2. La rédaction d'un procès-verbal complet des séances virtuelles.

Article 2 :

La zone de police Bruxelles-Ouest est chargée de l'exécution de la présente ordonnance. Elle agira conformément à la loi sur la fonction de police.

Article 3:

La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement et sera communiquée sur le champ au Conseil communal et présentée à sa prochaine séance pour confirmation.

Article 4 :

Un recours en annulation et/ou en suspension contre la présente décision peut être déposé par voie de requête au Conseil d'Etat dans les 60 jours à compter de sa notification, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 et à l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

Fait à Molenbeek-Saint-Jean, le 1 avril 2021,

La Bourgmestre,



Catherine MOUREAUX

GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK



POLITIEVERORDENING

DE BURGEMEESTER

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 134, §1 en 135, §2;

Gelet op de ministerieel besluit van 28 oktober 2020 inzake noodmaatregelen om de verspreiding van het Coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op de Ministeriële omzendbrief van 16 oktober 2020 (OMZ. 2020/13) – organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheidscrisis – Aanpassing van de werkingsregels van de besluitvormende organen in afwezigheid van een bijzondere machtenbesluit tot regeling van deze voorzieningen;

Gelet op de Ordonnantie van 29 oktober 2020 houdende wijziging van de Nieuwe Gemeentewet om in geval van overmacht het houden van vergaderingen op afstand van de gemeenteraad, de commissies en de adviesraden te garanderen;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit van de openbare dienst te waarborgen;

Overwegende de verklaring van de WHO omtrent de karakteristieken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder met betrekking tot de besmettelijkheid en het sterfterisico;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als een pandemie door de WHO op 11 maart 2020;

Overwegende dat de WHO op 16 maart 2020 het hoogste dreigingsniveau heeft uitgeroepen aangaande de coronavirus COVID-19 die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel verspreidt over de wereld;

Overwegende de inleidende toespraak van de directeur-generaal van de WHO van 12 oktober 2020 die aangaf dat het virus zich voornamelijk verspreidt tussen nauwe contacten en aanleiding geeft tot opflakeringen van de epidemie die onder controle zouden kunnen worden gehouden door middel van gerichte maatregelen;

Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO Europa van 15 oktober 2020, die aangeeft dat de situatie in Europa zeer onrustwekkend is en dat de overdracht en besmettingsbronnen plaatsvinden in de huizen, binnen in publieke plaatsen en bij de personen die de zelfbeschermingsmaatregelen niet correct naleven;

Overwegende dat de WHO heeft vastgesteld dat tal van landen een grootschalige besmetting konden verhinderen dankzij bewezen preventie- en bestrijdingsmaatregelen, en dat die maatregelen nog steeds het beste verdedigingsmiddel tegen COVID-19 zijn;

Dat ons land sinds 13 oktober 2020 op nationaal niveau in alarmniveau 4 (zeer hoge alertheid) zit;

Overwegende het feit dat het coronavirus COVID-19 een besmettelijke ziekte is die over het algemeen de longen en de luchtwegen aantast;

Gezien het feit dat het coronavirus COVID-19 lijkt te worden overgedragen van het ene individu op het andere, via de lucht; dat de overdracht van de ziekte lijkt plaats te vinden door alle mogelijke vormen van emissie via de mond en de neus;

Overwegende dat bijzondere aandacht moet worden besteed aan activiteiten die een aanzienlijk risico van verspreiding van het virus met zich meebrengen, met name die waarbij sprake is van te nauw contact tussen personen en/of het verzamelen van grote aantallen mensen ;

Overwegende dat het nodig is dat bijkomende voorzorgsmaatregelen worden genomen voor wat betreft mensen die tot een potentiële risicogroep behoren;

Overwegende dat de burgemeester in deze context van een ernstige en vrij uitzonderlijke gezondheids crisis geen andere keuze heeft dan op te treden om ernstige verstoringen van de openbare orde te voorkomen en maatregelen te nemen voor het houden van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het gebruikelijk is dat de overheid de uitoefening van een openbare vrijheid kan beperken wanneer de genomen maatregel noodzakelijk is voor de handhaving van de openbare orde, in dit geval de volksgezondheid;

Overwegende dat de voorziene maatregelen waarschijnlijk enerzijds het aantal acute infecties zullen verminderen en aldus de diensten voor intensieve zorg in staat zullen stellen ernstig getroffen patiënten in de best mogelijke omstandigheden te ontvangen, en anderzijds de onderzoekers meer tijd zullen geven om doeltreffende behandelingen te vinden en vaccins te ontwikkelen ;

Overwegende dat het, met strikte inachtneming van het evenredigheidsbeginsel, raadzaam is de inbreuk op de openbare vrijheid te beperken tot de exacte mate waarin de uitoefening van deze laatste in strijd is met de openbare orde, in dit geval de volksgezondheid;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienst impliceert dat dringende zaken niet kunnen worden uitgesteld;

Overwegende de context van de genoemde gezondheids crisis is het echter passend om de zittingen van Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek virtueel te houden tot en met 16 mei 2021 inbegrepen;

Overwegende dat deze bijzondere en tijdelijke maatregelen noodzakelijk zijn om de volksgezondheid te beschermen en een nog grotere verspreiding van het virus te voorkomen; dat zij ook volledig in overeenstemming zijn met de maatregelen die worden opgelegd door het Ministerieel Besluit;

Overwegende dat deze maatregelen dringend moeten worden genomen vóór het bijeenkomen van het van deze zittingen, zodat ze tijdig kunnen worden toegepast en de volksgezondheid kan worden beschermd.

Overwegende dat de politiediensten verantwoordelijk zijn voor de naleving van deze verordening, zo nodig door middel van dwang en/of macht;

BEVEELT

Artikel 1:

§1. Het houden van virtuele zittingen tot en met 16 mei 2021 van:

- De gemeenteraad
- De commissies en de adviesraden
- De politieraad
- De Raad voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek

§2. Het opstellen van een volledig proces-verbaal van de virtuele vergaderingen.

Artikel 2:

De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van deze verordening, zo nodig door middel van dwang en/of macht.

Artikel 3:

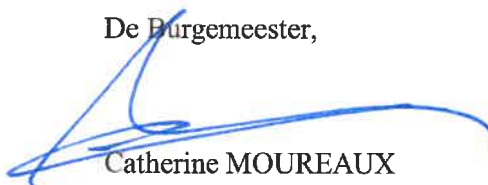
Deze verordening treedt onmiddellijk in werking en wordt aan de gemeenteraad meegedeeld en aan de volgende zitting van de gemeenteraad voorgelegd ter bevestiging.

Artikel 4:

Een beroep tot nietigverklaring en/of opschorting van dit besluit kan worden ingesteld bij verzoekschrift aan de Raad van State binnen 60 dagen na de kennisgeving ervan, overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 en het regentsbesluit van 23 augustus 1948.

Gedaan te Sint-Jans-Molenbeek, 1 april 2021.

De Burgemeester,



Catherine MOUREAUX

